



SAMEDI 2 NOVEMBRE 2013

JOURNEE POUR L'EMPLOI EN BRETAGNE

Une régression sociale généralisée !

Les usines ferment, le pouvoir d'achat des familles et le système de protection sociale diminuent, les retraites (avec la nouvelle loi Ayrault), le Code du travail (avec l'ANI) sont tous mis à mal. Un recul social généralisé et inquiétant.

Des plans de licenciements en cascade !

Dans le Finistère, c'est toute l'industrie agroalimentaire qui est démantelée. Pour ce qui est de GAD, si un accord a été signé avec la CECAB sur des indemnités supra-légales, cela ne résout pas la question de l'emploi ni celle de l'avenir des salariés licenciés. Mais il y a aussi Doux, Tilly-Sabco, Marine Harvest, Jean Caby... des milliers de licenciements sont programmés dans ce secteur. **Et un emploi perdu dans l'agro, c'est deux emplois perdus ailleurs.** Tout le monde est touché (écoles, services publics, artisans, commerçants...). On est au bord de l'effondrement mais aussi au bord de l'explosion.

Pas de licenciements, maintien des abattoirs dans le Finistère !

Tous les salariés du Finistère et de Bretagne sont solidaires : Pas de licenciements ! Pas de fermeture des sites ni des abattoirs, ni chez GAD, ni chez Doux, ni chez Tilly-Sabco ni chez Marine-Harvest, ni ailleurs ! **Et, s'il le faut, nationalisation de ce secteur industriel pour préserver tous les emplois !**

Un cortège syndical

Malgré la déclaration de certains employeurs et du MEDEF finistérien nous n'oublions pas que la situation actuelle a été produite par le patronat de Bretagne, de France et d'ailleurs. Ce patronat, pendant des années, a imposé dans les usines agroalimentaires des salaires de misère et des conditions de travail déplorables pendant qu'il s'enrichissait grâce à des subventions nationales et européennes. Aujourd'hui les usines ferment, ce n'est pas aux salarié·e·s de payer !

Grâce aux décisions des États et de l'Union Européenne, grâce à la complicité de gouvernements successifs, de droite comme de gauche, qui ont détruit les acquis sociaux et les services publics au nom du libéralisme économique, toutes les garanties collectives des salarié·e·s sont attaquées. Le dumping social se développe : aujourd'hui, des salarié·e·s travaillent en Allemagne pour 3 € de l'heure. Mieux que l'exploitation : l'esclavage.

C'est pourquoi samedi 2 novembre 2013, FORCE OUVRIERE appelle à constituer un cortège syndical regroupant salariés du public comme du privé, licenciés, menacés de licenciement, chômeurs et retraités, quelle que soit l'organisation à laquelle ils appartiennent.

L'ensemble des syndicats de salariés est appelé à se joindre à ce cortège pour défendre :

- le maintien de tous les emplois et des garanties collectives des salarié·e·s,
- le maintien des abattoirs et des sites industriels dans le Finistère,
- la nationalisation des abattoirs et entreprises en difficulté dans le domaine de l'agroalimentaire
- le contrôle de l'État pour tout octroi de subvention
- le retrait de la loi Ayrault contre nos retraites,
- l'augmentation générale des salaires seule à même de relancer l'économie !

Rendez-vous samedi 2 novembre 2013

à 13h00 à Penvillers (Quimper)

devant le parc des expositions